



## PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

### **ARRETE** portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 20034126  
LS

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2008 relatif à l'exploitation par l'installation classée SCEA Laurent FERCHAL au lieu-dit « La Vieux Ville » à LA HARMOYE d'un élevage porcin de 3768 places animaux équivalents ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 portant ouverture d'une enquête publique ;
- VU** la demande présentée le 1<sup>er</sup> février 2012 et l'avenant du 23 mai 2012 par l'installation classée SCEA Laurent FERCHAL au lieu-dit « La Vieux Ville » à LA HARMOYE relative à :
- la restructuration externe , suite à la transformation de l'azote volailles en porcs (du site la « Ville Ville » en GUEGON précédemment exploité par la S.C.E.A ŒUFS de KERVILLE), d'un élevage porcin autorisé qui comprendra après projet 84 places maternité, 398 places gestantes verraterie, 32 places quarantaine infirmerie, 3520 places engraissement, 1800 places de post-sevrage soit 5358 places animaux équivalents ;
  - la construction d'une porcherie et d'une lagune de stockage et de deux silos tours pour le maïs ;
  - la mise à jour du plan d'épandage,
- VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 juin 2012 au 13 juillet 2012 et le registre d'enquête tenu à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU** la saisine des conseils municipaux de Bodéo, Canihuel, La Harmoye , Le Haut Corlay, Lanfains, Saint Bihy, Saint Martin des prés ;
- VU** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 27 février 2012 ;
- VU** la saisine le 27 février 2012 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ;
- VU** la saisine de l'agence régionale de la santé le 27 février 2012 ;
- VU** la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 27 février 2012 ;
- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 14 mars 2013 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 29 mars 2013 ;
- CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la restructuration interne et externe est prévue dans le cadre du rapatriement de droit avec accord de la CDOA structure du Morbihan, validée par celle des Côtes d'Armor ;

**CONSIDERANT** que l'augmentation du cheptel n'impliquera pas d'augmentation de charge d'azote, de phosphore et de potasse sur le plan d'épandage ;

**CONSIDERANT** que les lisiers seront totalement traités par une station complète ;

**CONSIDERANT** que les avenants déposés ont répondu à l'ensemble des points soulevés, par un contre argumentaire satisfaisant sur les points techniques ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

1.1. La **SCEA Laurent FERCHAL**, demeurant à LA HARMOYE au lieu dit "La Vieux Ville", est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZR parcelles n° 7,66,67,68) à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 5358 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 84 places maternité (252 PAE), 398 places gestantes verraterie (1194 PAE), 32 places quarantaine infirmerie (32 PAE), 3520 places engraissement (3520 PAE) et 1800 places post sevrage (360 PAE) ;

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "lisiers centrifugés traités décantés" et "effluent épuré" ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 9580 m<sup>3</sup> de lisier (41188 kg d'azote) produits annuellement.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

1.3. - La **SCEA Laurent FERCHAL** exploite également en annexe de son élevage, à cette adresse, une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique, dont la capacité maximale de production est de 958 tonnes par an (compost de refus de centrifugation).

1.4. - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur et les prescriptions co-après.

## **ARTICLE 2 Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin**

2.1 - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 507 reproducteurs (truies verrats cochettes) , 3520 porcs charcutiers et 1800 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 475 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ... ).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 11000 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 11500 animaux.

2.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Dans le cas d'engraissement à façon, le pétitionnaire devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.4 - Alimentation biphase

2.4.1 - L'alimentation biphase sera maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral

2.4.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

## **ARTICLE 3- Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

| Lisier brut | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|-------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume      | 9580 m3             | 26.2 m3               | 31.4 m3                 |
| N Global    | 41188 kg            | 112.8 kg              | 135.4 kg                |
| P2O5 Global | 24050 kg            | 65.9 kg               | 79.1 kg                 |

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

| Résidus organiques | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|--------------------|-------------|-----------------------|
| Volume             | 958 tonnes  | 206 tonnes            |
| N Global           | 9059 kg     | 24.8 kg               |
| P2O5 global        | 21039 kg    | 57.6 kg               |

Lisiers centrifugés

| traités décantés | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|------------------|-------------|-----------------------|
| Volume           | 766 m3      | 2.1 m3                |
| N Global         | 4119 kg     | 11.3 kg               |
| P 205 global     | 2165 kg     | 5.9 kg                |

| Effluent épuré | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|----------------|-------------|-----------------------|
| Volume         | 7662 m3     | 21 m3                 |
| N Global       | 2059 kg     | 5.6 kg                |
| P2O5 global    | 842 kg      | 2.3 kg                |

3.7. – Auto-surveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. – Auto-surveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

### 3.10. - Validation de l'auto-surveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

**ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.**

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2697 m<sup>3</sup>.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 357 m<sup>2</sup>
- 4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 920 m<sup>3</sup>.
- 4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 8000 m<sup>3</sup>.
- 4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique divisé en partie aération et en partie dénitrification soit deux fosses d'un volume total utile de 710 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
  - les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
    - la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
  -
- 4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces -produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.
- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

**ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.**

- 5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.
- 5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

## **ARTICLE 6- Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture**

### **6.1. Aménagement et fonctionnement des installations :**

#### **6.1.1. - Généralités**

La fabrication des produits (compost de co produits solide issus de la centrifugation) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- une aire couverte de compostage actif (357 m<sup>2</sup>),
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4.5 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

#### **6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité**

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir : 958 tonnes par an de résidus organiques (9059 kg d'azote) produits annuellement.

#### **6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage**

- L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :
- l'aire de compostage sera couverte,
- un système de collecte des écoulements sera aménagé,
  - le sol sera étanche et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

### **6.2. - Conformité des produits :**

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 44051 ou NFU 42001). Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### **6.3 - Destination des produits :**

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

### **6.4. - Traçabilité des produits :**

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site ;
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- Nature ;
- Nom du transporteur ;
- Quantité en tonnes et en m<sup>3</sup>.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus ;
- Les originaux des bons d'enlèvement ;
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers prestataire, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de



commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

#### **6.5. - Délais de mise en service - Dysfonctionnement**

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 3.1 seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

### **ARTICLE 7 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :**

Le forage existant sur la parcelle ZR 66 doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages et des arrêtés du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement .

- un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) et à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- une surface entretenue autour du forage, de l'ordre de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.
- un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 8: Meilleures techniques disponibles**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

### **ARTICLE 9 –**

La quantité d'azote totale (organique + minéral) épandue sur les terres du plan d'épandage exploitées en propre ne devra pas être supérieure à 104 U / Ha.

**ARTICLE 10** -La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de :

- 7 935 UN par alimentation biphase
- 25 952 UN par traitement
- 9 059 UN par transfert

**ARTICLE 11-**

La décision préfectorale susvisée du 17 décembre 2008 est abrogée.

**ARTICLE 12 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 13 -**

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de La Harmoye pour y être consulté,
- affichée à la mairie de La Harmoye pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

**ARTICLE 14 -**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – Contour de la Motte - 35044 Rennes CEDEX) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

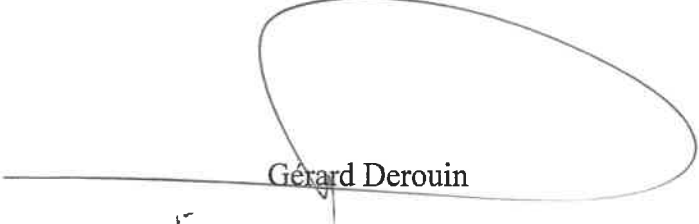
**ARTICLE 15 –**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire de La Harmoye et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de de Bodéo, Canihuel, Le Haut Corlay, Lanfains, Saint Bihy, Saint Martin des prés ;

Saint-Brieuc, le 19 AVR. 2013

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Gérard Derouin

